

supergrands aux négociations SALT II, qui étaient censées établir un contrôle qualitatif efficace de l'arsenal stratégique des E.-U. et de l'URSS, que sur l'impuissance des limitations quantitatives de SALT I à ralentir la course aux armes stratégiques. D'aucuns, dont Henry Kissinger, avaient prétendu que SALT I assurerait un contrôle technique aussi bien que politique des armements, mais ce point de vue était devenu de moins en moins valable. Depuis 1972, l'URSS s'était efforcée, avec succès d'ailleurs, d'atteindre aussi rapidement que possible le plafond quantitatif que lui accordait SALT I tout en réduisant les avantages qualitatifs, notamment en ce qui concerne la technologie des MIRV, qui avaient disposé les États-Unis à accepter l'infériorité numérique que leur imposaient ces négociations.

Contrairement à l'opinion populaire, la course aux armements stratégiques se poursuivait, surtout du côté des Russes, et continuait d'influencer l'interrelation politique des deux superpuissances. Pour faire contrepoids aux facteurs de conflit qui marquaient leurs rapports et que symbolisait cette course aux armements stratégiques, elles ont dû conclure des accords soulignant leur aptitude à coopérer, tels que ceux de SALT I et du sommet de 1974. Ces premiers symboles de détente les ont incité à en chercher d'autres, particulièrement en matière de contrôle des armements, et ont valorisé les pourparlers MBFR à cause du piétinement de SALT II et de l'absence d'autres terrains d'entente sur le contrôle des armes susceptibles de rapporter en 1975.

Les négociations MBFR

Après la tenue d'entretiens préliminaires (voir à ce sujet l'article du professeur Albert Legault dans *Perspectives internationales*, septembre-octobre 1973), les négociations MBFR démarrèrent à Vienne le 30 octobre 1973. Les Soviétiques prirent l'Ouest par surprise en déposant tout de suite une première proposition qui fut suivie de la présentation par les États-Unis de la proposition agréée de l'OTAN. Depuis lors, on s'en est tenu pour tout progrès à clarifier les aspects techniques de ces propositions, laissant présumer que tout accord à venir serait le fruit d'un compromis entre deux positions initiales qui traduisent l'approche différente de l'Est et de l'Ouest au contrôle des armements. Comme toujours, les Russes sont à la recherche d'un accord essentiellement politique dont les effets techniques sur l'équilibre militaire de l'OTAN et du Pacte de Varsovie seraient minime. L'Union soviétique avait en effet rejeté le concept des

MBFR en faveur d'une réduction mutuelle des forces (MFR) dans le cadre de laquelle on procéderait à de petites coupures égales, de part et d'autre, dans le nombre ou le pourcentage des forces, ce qui préserverait l'actuel équilibre militaire technique qui favorise le Pacte de Varsovie. Sur le plan politique, ces réductions tradiraient l'acceptation par l'Ouest du statu quo territorial et idéologique de l'Europe orientale. A l'opposé, les États-Unis et ses partenaires de l'OTAN, y compris le Canada, s'étaient officiellement engagés à rechercher un accord MBFR, mécanisme fort technique et complexe de contrôle des armements, destiné à réduire l'intensité et le coût de la confrontation militaire entre les deux blocs et à atténuer l'avantage du Pacte dans le cas d'une attaque surprise contre l'OTAN, donc à renforcer en fin de compte la stabilité et la sécurité dans le monde. L'Union soviétique retirait les mêmes avantages politiques des MBFR que des MFR.

Malgré cette divergence d'attitudes à propos de la réduction des forces militaires, le désir que nourrissait Washington de diminuer ses forces et ses dépenses militaires en Europe et d'adopter, comme symboles de détente, de nouvelles mesures de contrôle des armements semblaient incliner les États-Unis à conclure avec les Russes un accord politique plus proche des MFR que des MBFR. Le statu quo en Europe orientale serait ainsi confirmé et les Américains pourraient plus facilement réduire leurs effectifs en Europe de l'Ouest, laissant l'équilibre des forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie relativement inchangé. Les nouveaux gouvernements d'Europe occidentale étaient plus disposés à accepter une telle décision. De même, une comparaison détaillée des propositions russe et américaine laissait entrevoir la possibilité d'un accord politique sur le contrôle des armements à la condition que Washington abandonne ses exigences à propos des MBFR. Vu que les États-Unis avaient toujours fini par renoncer au contrôle technique des armes en faveur de l'entente politique avec l'URSS, rien ne portait à croire qu'il en serait autrement pour les MBFR.

La perspective soviétique

Les Soviétiques avaient sans cesse rejeté l'idée d'un contrôle technique des armes, implicite dans le concept des MBFR, selon laquelle les avantages numériques et géographiques dont jouit le Pacte de Varsovie devaient être compensés par des réductions asymétriques dont les effectifs du Pacte feraient en grande partie les frais. Ils insistaient pour leur part sur le prin-